

La recomposition du politique sous la direction de Louis Maheu et Arnaud Sales, Montréal/Paris, L'Harmattan, Les Presses de l'Université de Montréal, 1991, 324 p.

Lucille Beaudry

Number 22, Fall 1992

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040733ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040733ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (print)

1918-6584 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Beaudry, L. (1992). Review of [*La recomposition du politique* sous la direction de Louis Maheu et Arnaud Sales, Montréal/Paris, L'Harmattan, Les Presses de l'Université de Montréal, 1991, 324 p.] *Politique*, (22), 142–144.
<https://doi.org/10.7202/040733ar>

La recomposition du politique

sous la direction de Louis Maheu et Arnaud Sales, Montréal/Paris, L'Harmattan, Les Presses de l'Université de Montréal, 1991, 324 pages.

Il y a peu de périodes dans l'histoire où quelques années concentrent autant de bouleversements politiques que les années que nous vivons présentement. Qu'il nous suffise d'évoquer l'effondrement de l'empire soviétique ou la reviviscence des luttes de revendications nationales pour ne considérer qu'un aspect de la nouvelle configuration politique du monde. La précipitation aussi rapide des changements politiques échappe encore à l'entendement ou du moins à nos catégories traditionnelles d'analyse; et surtout,

c'est avant tout la mondialisation de l'économie de marché et ses impératifs d'ajustement qui retiennent le plus souvent l'attention des analystes.

C'est un lieu commun vide de sens d'évoquer la libération des échanges économiques, l'hégémonie mondiale de l'économie de marché pour accréditer la thèse de l'effacement du politique. Par-delà les hérauts du libéralisme et l'action indéniable de la dynamique économique mondiale, le politique n'est pas tant en retrait qu'en plein processus de mutation, en pleine recomposition. Voilà l'intérêt de lire *La recomposition du politique* publié sous la direction des professeurs Louis Maheu et Arnaud Sales. Cet ouvrage, qui regroupe des contributions d'une douzaine de spécialistes de différents pays, retrace les axes de cette mutation du champ politique propre aux démocraties occidentales, allant des formes nouvelles d'expression politique aux changements survenus dans les modes de régulation et d'intervention de l'État. Pour ce faire, l'ouvrage procède non pas de l'État et de ses institutions, mais de la dynamique qui anime la société civile.

Sous cet angle, il souscrit à l'épuisement du paradigme-jacobin-marxiste centralisateur fondé sur un sujet unique réalisant l'universel (selon les termes de Thériault, p. 70) pour accepter et concevoir la pluralité des sujets historiques et voir en particulier les nouveaux mouvements sociaux, à propos desquels Melucci s'interroge sur ce qu'il y a de vraiment nouveau, porteurs d'une subjectivité autre que rationnelle — universaliste — abstraite. J. Y. Thériault dans son texte souligne (p. 87) qu'une «nouvelle définition du progrès devra se réaliser dans un cadre démocratique, c'est-à-dire allier deux principes : reconnaître que le pouvoir n'appartient à personne et qu'il émane du social...» «La démocratie moderne reconnaît que le pouvoir est un lieu vide dont l'occupation est le résultat de l'action politique». En admettant que le pouvoir émane du social hétérogène, ce sont surtout les (nouveaux) mouvements sociaux qui, par leurs formes non institutionnelles d'action collective, élargissent le champ du politique.

Par la conscience et la solidarité dans l'action, ces mouvements sont en relation avec les enjeux structurels des sociétés contemporaines : rapports de domination et d'inégalité, politisation de la vie privée...; certes, par la compréhension des rapports sociaux de pouvoir qui les traversent, mais surtout les possibles de démocratie qu'ils ouvrent (Maheu, p. 176).

Si, par leur action directe, ils recomposent en l'élargissant le champ du politique au-delà des institutions traditionnelles, l'État ressurgit sous une forme nouvelle de régime avec des institutions d'intégration et de contrôle social ancrées justement dans la société civile, y compris dans des structures politiques plus régionales et locales qui sont souvent «l'expression d'une nouvelle technologie du pouvoir vouée à la modernisation plutôt qu'à la démocratisation de l'appareil d'État (Jalbert, p. 253). L'attention portée aux transformations du mode d'investissement du social par l'État montre, dans le texte de Boismenu, une gestion technicienne de populations-cibles et un renforcement des mécanismes de contrôle social. Enfin, dans ce procès de régulation sociale complexe et contradictoire, réapparaissent (sous la plume de N. Laurin-Frenette) les rapports qui se nouent aussi entre l'Église et l'État à la manière d'une complémentarité conflictuelle, l'Église s'occupant des délaissés, mais pouvant aussi être une force politique d'opposition comme ce fut le cas dans des régimes de totalitarisme.

Il n'est jamais possible dans l'espace qui nous est imparti de rendre compte de la richesse des contributions, mais il convient de souligner que chacune d'elle apporte à la fois une analyse et une bibliographie du sujet traité.

En réactualisant la question de la démocratie et des rapports entre l'État et la société civile, ce livre ouvre la voie à cet effort d'élaboration d'une théorie politique ajustée à l'inévitable question de la division et de l'hétérogénéité sociales.

Lucille Beaudry

Université du Québec à Montréal